

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 27/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS**

Route de Verneuil  
27570 Tillières-Sur-Avre

Références : UBDEO/ERC/2025/03/89  
Code AIOT : 0005800619

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS implanté Route de Verneuil 27570 Tillières-sur-Avre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 11 décembre 2019, une inspection sur le thème des fluides frigorigènes fluorés a été réalisée au sein de l'établissement. Des écarts réglementaires ont été constatés lors de cette visite conduisant à une proposition de mise en demeure. Le 5 mars 2020, l'arrêté de mise en demeure n° DELE/BERPE/20/431 a été prononcé suite aux écarts relevés lors de l'inspection du 11 décembre 2019.

Le but de l'inspection du 27 février 2025 est de contrôler les actions correctives engagées par l'exploitant en vue de répondre à cet arrêté de mise en demeure du 5 mars 2020.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS
- Route de Verneuil 27570 Tillières-sur-Avre
- Code AIOT : 0005800619
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANASONIC HEATING & VENTILATION AIR-CONDITIONNING FRANCE SAS fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques industriels dans son établissement de Tillières-sur-Avre.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que la dernière vérification des extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA) n'a pas été réalisée. L'exploitant doit y remédier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Carnet d'entretien	AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1	Levée de mise en demeure
2	Etiquetage des équipements frigorifiques	AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1	Levée de mise en demeure
3	Contrôle d'étanchéité	Arrêté Préfectoral du 05/03/2020, article 1	Levée de mise en demeure
4	Contrôles périodiques d'étanchéité des cylindres	AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1	Levée de mise en demeure
5	Systèmes de détection de fuites en continu sur les cylindres	AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts réglementaires visant les équipements contenant des fluides frigorigènes à l'origine des prescriptions de mise en demeure sont désormais corrigés par l'exploitant. Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n°DELE/BERPE/20/431 du 5 mars 2020 sont considérées comme respectées. L'arrêté de mise en demeure cesse de produire effet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Carnet d'entretien

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Carnet d'entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise à jour du carnet d'entretien des équipements contenant des fluides frigorigènes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un tableau récapitulatif de ses équipements de fluides frigorigènes contenant les données suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- numéro d'identification de l'équipement,</li><li>- le bâtiment où se situe l'équipement,</li><li>- la localisation de l'équipement,</li><li>- l'implantation dans le bâtiment,</li><li>- code <i>predity</i> (code pour le prestataire, identification de l'équipement),</li><li>- type de fluide,</li><li>- puissance de l'équipement,</li><li>- poids du fluide frigorigère,</li><li>- tonnage du fluide en équivalent CO2,</li><li>- remarque,</li><li>- soumis à formulaire Cerfa,</li><li>- si soumis à formulaire Cerfa, périodicité du contrôle d'étanchéité,</li><li>- date du dernier contrôle périodique d'étanchéité (si l'équipement est soumis au formulaire Cerfa),</li><li>- lien vers le formulaire Cerfa,</li><li>- identification de la rubrique ICPE,</li><li>- état de la machine.</li></ul> Par sondage, l'inspection a sélectionné deux équipements (le n°1880 et le n°753-01) pour vérifier les informations référencées par l'exploitant.  Il ressort les informations suivantes pour l'équipement n°1880 : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement, la localisation, l'implantation ;</li><li>- le type de fluide ;</li><li>- poids en fluide HFC : 57 kg soit 119 tonnes eq / CO2 ;</li><li>- fréquence du contrôle périodique: 6 mois ;</li><li>- date du dernier contrôle périodique d'étanchéité : 29/04/2024 (date du dernier formulaire Cerfa en possession de l'exploitant). L'exploitant indique que l'opérateur titulaire de l'attestation de capacité a contrôlé également cet équipement en Octobre 2024 et que le formulaire Cerfa de</li></ul>

cette intervention n'a jamais été transmis. L'exploitant indique que cet opérateur attesté a bien trace d'être passé mais ne retrouve pas le formulaire Cerfa justifiant la vérification de l'équipement. L'exploitant explique que l'opérateur doit de nouveau contrôler l'étanchéité de l'équipement le 27/02/2025. Lors de la visite, l'inspection a relevé la présence du macaron sur l'équipement n°1880 justifiant le passage de l'opérateur attesté le 27 février 2025. En complément, l'exploitant a transmis le formulaire Cerfa.

Concernant l'équipement 753-01, les données reprises sont :

- l'emplacement, la localisation, l'implantation ;
  - le type de fluide : R32 ;
  - poids en fluide HFC: 16,2 kg soit 10.9 tonnes eq / CO2 ;
  - fréquence du contrôle périodique d'étanchéité : 12 mois ;
  - date du dernier contrôle périodique d'étanchéité : 02/01/2025 ;
  - le formulaire Cerfa a été présenté via le lien.
- La mise en demeure est respectée vis-à-vis de cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Etiquetage des équipements frigorifiques

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etiquetage des équipements frigorifiques

**Prescription contrôlée :**

Réalisation d'un étiquetage des équipements frigorifiques indiquant la nature et la quantité de fluide utilisé.

**Constats :**

Par sondage, l'inspection a contrôlé les équipements n°753-01 et 1880 dans la continuité du point de contrôle n° 1.

L'inspection a constaté qu'un étiquetage indiquant la nature et la quantité de fluide est présent sur les 2 équipements précités.

Pour l'équipement n° 1880, les indications sont les suivantes :

- . type de fluide : HFC
- . fluide : R410A
- . charge totale en (kg) : 57 kg soit 119 tonnes eq CO<sub>2</sub>.

Pour l'équipement n° 753-01, les données suivantes sont reprises sur l'étiquette : fluide R32, Fluide groupe : I, C1 8.1 et R32 fluide groupe : II, C2 : 8.1 kg. Le fluide est précisé (R32) sur l'équipement ainsi que la quantité de 16.2 kg (8.1kg \* 2 ). En complément, l'exploitant a apposé sur l'appareil une étiquette reprenant le fluide (R32), la quantité (16.21kg), la tonne équivalent CO2 (10.9 tonnes

eq CO <sub>2</sub> ) et la périodicité du contrôle d'étanchéité (12 mois). L'inspection constate que le type de fluide n'est pas mentionné sur cet équipement : c'est du fluide HCF.
La mise en demeure est respectée vis-à-vis de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Contrôle d'étanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Vérification que les contrôles d'étanchéité des équipements contenant des fluides frigorigènes sont en cours de validité et que les vignettes attestant ces contrôles sont remplies selon la forme réglementaire et de manière lisible. Les équipements pour lesquels la période de validité serait dépassée devront être contrôlés.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection a contrôlé les équipements n° 753-01 et 1880 dans la continuité du point de contrôle n° 1 (ci dessus). Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'il est appliqué : . sur l'équipement n° 753-01, une vignette de contrôle d'étanchéité indiquant que le prochain contrôle périodique d'étanchéité est à réaliser en janvier 2026 au plus tard. . sur l'équipement n° 1880, une vignette de contrôle d'étanchéité indiquant que le prochain contrôle périodique d'étanchéité est à réaliser en août 2025 au plus tard. Les vignettes sont visibles sur les photos du points de contrôle précédente en annexe.  La mise en demeure est respectée vis-à-vis de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Contrôles périodiques d'étanchéité des cylindres

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles périodiques d'étanchéité des cylindres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réalisation de contrôles périodiques d'étanchéité des cylindres pouvant contenir jusqu'à 888 kg de fluides R407C ou R410A.
<b>Constats :</b>  Les cylindres contiennent des fluides frigorigènes de type HFC (hydrofluorocarbones). Il s'agit d'équipements mobiles servant au transport et à l'approvisionnement en fluides frigorigènes neufs de l'établissement. L'exploitant indique que les cylindres ne sont pas sa propriété de

l'exploitant mais celle du fournisseur en fluides frigorigènes : leur durée de présence dans l'établissement se limite aux besoins en fluides liés à l'assemblage des équipements aérauliques et frigorifiques dans l'établissement (les cylindres pleins sont d'abord entreposés provisoirement dans l'attente d'être reliés ensuite aux installations fixes d'assemblage de tels équipements). L'exploitant indique que le temps de séjour d'un cylindre sur son site est généralement inférieur à 6 mois. L'exploitant est en mesure de justifier lors de l'inspection (au moyen d'enregistrements papiers) de la nature et de la date des contrôles d'étanchéité réalisés par ses équipes sur ces cylindres ainsi que de la nature des appareils de mesure utilisés à cet effet. Les contrôles d'étanchéité sont réalisés tout au long du parcours des cylindres dans l'enceinte de l'établissement : à leur arrivée, à leur mise en service (lorsqu'ils sont reliés aux installations fixes d'assemblage d'équipements aérauliques et frigorifiques) et à leur mise en retrait (une fois vides). La mise en demeure est respectée vis-à-vis de cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Systèmes de détection de fuites en continu sur les cylindres

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/03/2020, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Systèmes de détection de fuites en continu sur les cylindres

##### **Prescription contrôlée :**

Mise en place de systèmes de détection de fuites en continu sur les cylindres pouvant contenir jusqu'à 888 kg de fluides R407C ou R410A (dont la charge est supérieure à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>).

##### **Constats :**

L'exploitant a recours à des cylindres contenant des fluides R407C et R410A.

Le flux de cylindres présents dans l'établissement comprend des cylindres pleins, d'autres vides en attente de récupération par le fournisseur en fluides frigorigènes (R407C et R410A) neufs.

Deux cylindres (un contenant du fluide R407C et un autre contenant du fluide R410A) sont disposés sur des berceaux et servent à remplir les appareils frigorifiques du site.

L'établissement dispose ainsi en permanence des deux fluides utilisés pour approvisionner les produits de fabrication. L'inspection a constaté, le jour de la visite, que les deux cylindres sont équipés d'un système permanent de détection de fuites. Ce système a été installé en 2025 (facture des dispositifs éditée le 24/02/2025). Ce système n'est opérant vis-à-vis des cylindres que lorsqu'ils sont en service.

L'exploitant a présenté ses tableaux de suivi des mouvements de cylindres indiquant entre autres pour un cylindre les informations suivantes:

- date d'arrivée du cylindre, date de vérification des fuites, numéro du détecteur servant au contrôle,
- date de mise en service, date de vérification des fuites, numéro du détecteur servant au contrôle.

L'inspection a souhaité vérifier par sondage les informations disponibles pour le cylindre R410 en cours d'utilisation le jour de la visite. Il apparaît que le cylindre R 443 544 (utilisé le jour de la visite) a remplacé le cylindre R 486 973. Le cylindre R 443 544 a été livré le 09/01/2025. Il a été contrôlé avec le détecteur n° DF.BA.20 (conclusion : aucune fuite). Ce cylindre a été mis en

service le 12/02/2025. Une vérification de détection de fuite a été réalisée à cette occasion avec le détecteur n° DF.BA.20 (conclusion : aucune fuite). Puis mise en place d'un système de détection de fuite en continu en février 2025.

La mise en demeure est respectée vis-à-vis de cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure